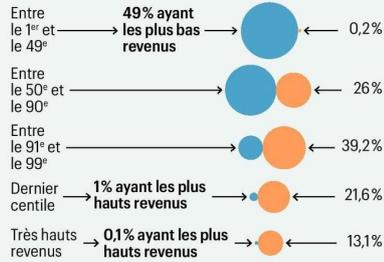


Un foyer français sur deux ne paie pas l'impôt sur le revenu

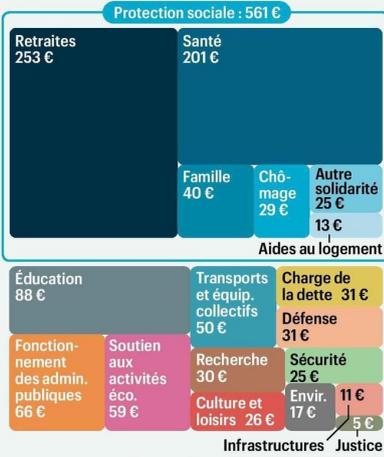
Répartition des foyers français selon les revenus par centile et selon la proportion de contribution à l'impôt sur le revenu

● Foyers français ● Part de l'impôt sur le revenu

Lecture : les 49% de Français ayant les plus bas revenus ne paient que 0,2% de l'impôt sur le revenu



À quoi servent 1000 € d'impôt



Les gagnants et les perdants de la redistribution

● Revenu annuel ● Revenu après transferts (incluant transferts monétaires (aides sociales) et valorisation des services publics)



Sources : ministère de l'Économie (chiffres 2023), Insee (2023) • Photo : LP/Olivier Arandel • Le Parisien-Infographie.



Attention au ras-le-bol fiscal !

Alors que l'exécutif cherche 40 milliards d'euros pour boucler le budget 2026, des Français se lèvent contre toute hausse d'impôts, de cotisations sociales ou de TVA.



Selon un expert, si une majorité de Français estiment payer trop d'impôts, ils sont encore plus à considérer que c'est un acte citoyen. (Illustration.)



LP/JEAN-MARIE LECLÈRE



LP/JEAN-MARIE LECLÈRE

Reims (Marne), le 9 juin. Si Alexandre (*en h.*), chef d'entreprise, se réjouit que les Français soient « mieux lotis que dans les pays assurantiels » comme les États-Unis, Pascal (*en b.*), employé d'un pâtissier, voudrait « mettre fin aux gaspillages de l'État ».

Maxime Gayraud

AVEZ-VOUS prévu quelque chose de spécial le 17 juillet ? Cette date correspondait en 2024 au jour de la libération fiscale et sociale selon les calculs de l'Institut Molinari, un think tank libéral, en partenariat avec le cabinet EY. « Jusque-là, les Français paient pour les services publics et la protection sociale dont, certes, ils bénéficient, mais indirectement », décrypte l'économiste Nicolas Marques, directeur général de l'Institut Molinari.

Selon leurs calculs, le total des cotisations sociales, de la CSG-CRDS, de l'impôt sur le revenu et de la TVA représente en effet 54% des revenus bruts pour un salarié moyen en France. Problème : ce jour de la libération, qui nous classe déjà bonnet d'âne en Europe, pourrait bientôt reculer.

Le gouvernement est en quête de 40 milliards d'euros

pour boucler son budget 2026 et même si « augmenter les impôts n'est pas la solution », comme nous confiait le ministre de l'Économie, la tentation est grande. Rabet sur le crédit d'impôt services à la personne ou les exonérations de cotisations, TVA sociale, suppression de l'abattement de 10 % sur les retraites... Autant de pistes évoquées qui font craindre le retour du « ras-le-bol fiscal ».

« Plus on bosse, plus on nous en prend »

A Reims (Marne), cette éventualité a du mal à passer. « On trouve toujours qu'on paie trop d'impôts », philosophe Pascal, 44 ans, employé d'un pâtissier-chocolatier. Avant d'être plus offensif : « Les 40 milliards d'euros, ils vont les chercher sur nos têtes alors que c'est possible de les trouver en mettant fin aux gaspillages. » Et de citer les 1 200 agences de l'État pointées depuis des semaines ou les « aberrations » d'un système qui n'encouragerait pas le travail. « Quand j'ai débuté, à 16 ans, je faisais la chasse aux heures sup, dit-il. Aujourd'hui, avec la prime d'activité, s'ils en font, ils la perdent. »

L'assistanat financé par toujours plus de charges et d'impôts, c'est aussi ce que dénonce Anthony, alors qu'il s'affaire avec son équipe à la rénovation d'une poissonnerie. « Nous payons trop cher pour ceux qui ne travaillent pas, résume cet artisan tous corps d'état basé à Arpajon (Essonne). Plus on bosse, plus on nous en prend. » De 11 salariés il y a deux ans, il a d'ailleurs réduit la voilure à 4 aujourd'hui alors qu'il a un an de travail dans son carnet de commandes. « Mes employés, quand je leur verse leur salaire, ça me coûte le double, précise-t-il, aussi salarié de sa boîte. Moi, je me suis rémunéré 4 000 € pendant cinq mois le temps de constituer mon dossier pour obtenir le crédit immobilier de ma maison, nous avons fait le calcul avec ma comptable et ça me coûtait en tout 10 287 € ! »

Selon lui, une baisse des charges patronales et sociales permettrait d'augmenter les salaires et de motiver les gens à travailler. Car cette différence entre brut et net, « c'est le grand écart », reconnaît Mehdi, salarié dans la restauration. Il paye entre 800 € et 1 000 € d'impôts sur le revenu. « C'est équilibré, on doit tous mettre la main à la poche, affirme-t-il. Mais je ne suis pas prêt à payer plus tant que les élus ne réduiront pas leurs dépenses. » Dans son viseur notamment, les retraites des politiques.

Le contournement ou la protestation

« Si vous payez des impôts à titre personnel ou au titre de l'impôt sur les sociétés, c'est que vous gagnez de l'argent », estime Alexandre. Ce propriétaire de trois restaurants explique qu'il faut bien financer les services publics, la sécurité sociale... et que « nous sommes mieux lotis que dans les pays dits *assurantiels* », soit ceux où la couverture santé ou retraite est faite à titre privé. Et serait-il prêt à faire un effort supplémentaire ? « Absolument », répond-il avant de poser deux conditions : « Que l'argent aide ceux qui en ont besoin et que je sache ce que deviennent mes impôts. »

La transparence fiscale est d'ailleurs une condition sine qua non de l'acceptabilité de l'impôt. « Les responsables politiques ont vraiment ça en tête depuis quelques années », explique Pierre Boyer, directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques et auteur de « Peut-on être heureux de payer des impôts ? » (PUF). Il

cite en exemple l'opération En avoir pour mes impôts.

Est-on pour autant à l'abri d'une révolte de type Gilets jaunes ? « Face à une pression fiscale trop forte, il y peut y avoir deux types de réaction : *exit or voice*, détaille Nicolas Marques, de l'Institut Molinari. *Exit*, c'est le contournement avec le travail au noir, l'expatriation ou le travail frontalier. Et *voice*, c'est la protestation. »

Pierre Boyer explique tout de même que si une majorité de Français estiment payer trop d'impôts, ils sont encore plus à considérer que c'est un acte citoyen, même si moins d'un foyer sur deux paye de facto l'impôt sur le revenu en

France. « Mais les Français rejettent le gaspillage. »

Un sujet qui fait écho à Romain*, croisé à Reims. « Les impôts servent à nous payer, commence ce cadre supérieur de la fonction publique. Mais plus de 20 % de nos revenus avec ma femme y passent. Et quand on voit de l'intérieur comment c'est utilisé, c'est encore plus lourd ! » Il estime que les agents au contact de l'usager doivent être préservés mais critique la suradministration. Avant d'asséner : « Augmenter les impôts, c'est la solution de facilité car, sans volonté politique forte, on continuera à mal dépenser. »

* Le prénom a été changé.